



NIGERIA ONE

NEWSLETTER

mai 2022

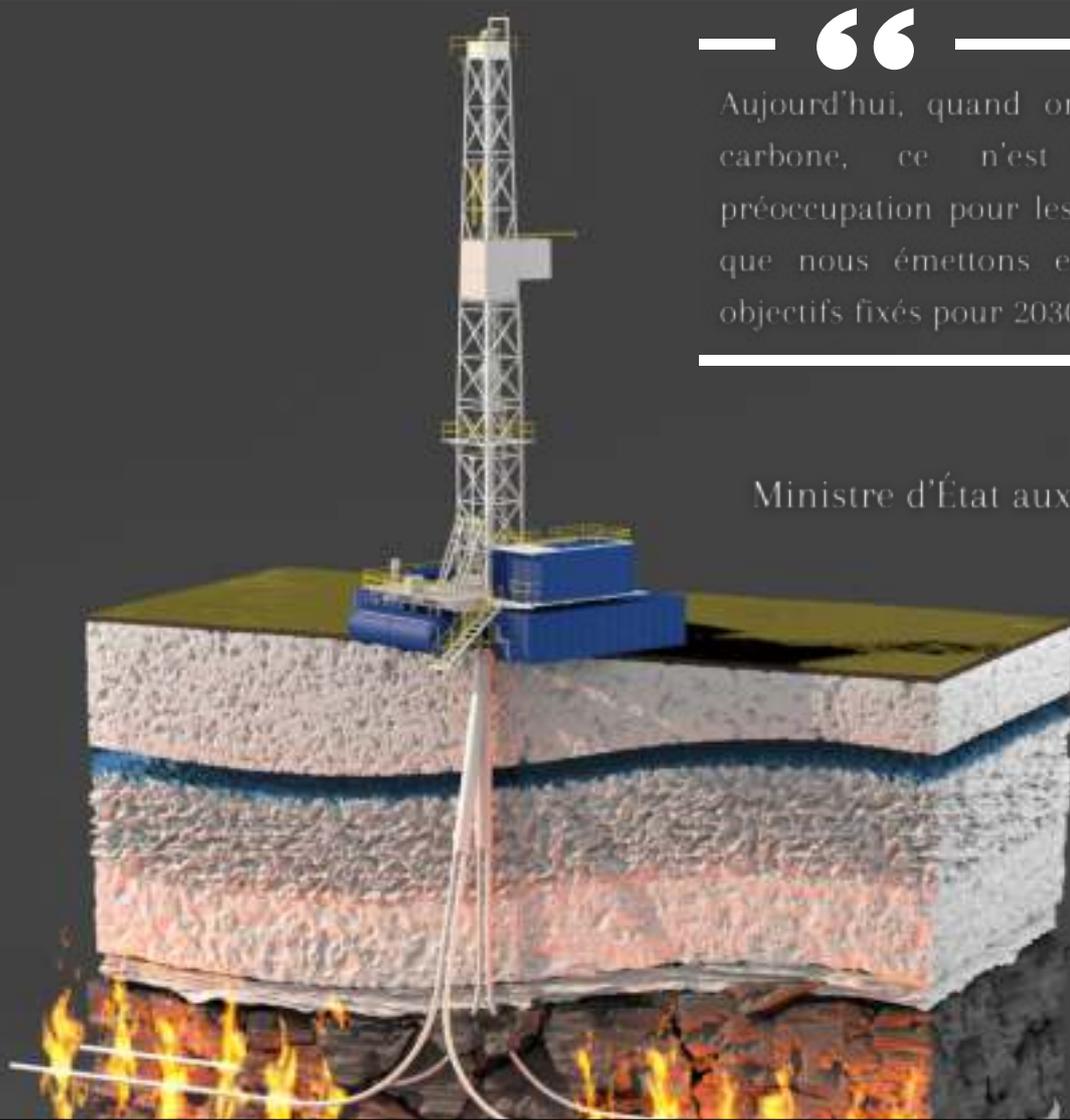
— “ —

Aujourd'hui, quand on parle d'émissions de carbone, ce n'est vraiment pas une préoccupation pour les Africains parce que ce que nous émettons est même en deçà des objectifs fixés pour 2030-2040.

— ” —

Chief Timipre Sylva

Ministre d'État aux ressources pétrolières
du Nigeria



GAZ NATUREL

Les enjeux du gaz naturel en Afrique

SOMMAIRE

03 Inauguration de l'usine
d'engrais Dangote

05 Augmentation de la
production de pétrole brut,
une priorité pour le Nigeria

06 Sous-investissement: un
handicap pour le secteur
énergétique du Nigeria

08 L'équation de l'énergie
africaine

09 Les enjeux du gaz naturel
en Afrique

11 Top 10 des pays producteurs
de pétrole en Afrique en
2021

13 CERAWeek 2022

15 L'or noir, atout ou
malédiction?

16 Raffineries : Le cœur de
l'industrie pétrolière



Inauguration de l'usine d'engrais Dangote

Située dans la Lekki Free Zone, la raffinerie de Dangote occupe un terrain de 2 635 ha le long de la côte de l'océan Atlantique, près de Lagos. L'emplacement a été choisi de manière stratégique pour sa facilité de transbordement des produits pétroliers raffinés vers les marchés internationaux. En plus d'être la plus grande raffinerie de pétrole d'Afrique, ce sera la plus grande installation à train unique du monde. La raffinerie est conçue pour produire 100 % des produits pétroliers raffinés du Nigeria et pourra même exporter les produits excédentaires. Ce projet intégré de raffinerie et de pétrochimie est une cité industrielle d'une capacité de 650 000 barils par jour (bpd). Le président du groupe Dangote a révélé que la raffinerie sera en mesure de traiter le pétrole brut au troisième trimestre 2022, portant la capacité de traitement à 540 000 barils par jour. La pleine production est prévue pour la fin de l'année 2022 ou le début de l'année 2023. Elle traitera des qualités légères et moyennes de pétrole brut pour produire des carburants propres, notamment de l'essence et du diesel, ainsi que du polypropylène et du carburéacteur de qualité euro-V. L'installation produira annuellement 10,4 millions de tonnes (Mt) d'essence, 4,6 Mt de diesel, 4 Mt de carburéacteur, 0,69 Mt de polypropylène, 0,24 Mt de propane, 32 000 tonnes de soufre et 0,5 Mt de noir de carbone. Il y a actuellement environ 40 000 travailleurs sur le site. Après l'achèvement des travaux, le nombre d'employés devrait passer à près de 50 000-70 000.

Nouveau

Retrouvez l'article en intégralité dans le magazine **Nigeria One**



La Raffinerie DANGOTE

Plus grande raffinerie
de pétrole d'Afrique

Un projet de 19 Milliards \$



- La plus grande raffinerie de pétrole d'Afrique
- Avec 19 usines intégrées, c'est une ville industrielle
- Plus grand complexe d'engrais d'urée granulée d'Afrique avec une capacité de chargement et de distribution de 700 camions/heure

- 2635 ha le long de la côte de l'océan Atlantique
- Situé à Lekki

- Capacité de 650 000 barils par jour (bpj)
- Entre 50 000 et 70 000 emplois créés





Augmentation de la production de pétrole brut, une priorité pour le Nigeria

Au cours des dernières années, la production de pétrole brut du Nigeria a chuté de façon spectaculaire pour se stabiliser à 1,2 million de barils par jour. Plusieurs raisons ont été évoquées pour expliquer ce déclin significatif. Certains l'ont attribué aux problèmes de sécurité et d'extraction illégale de pétrole, tandis que d'autres y voient une négligence du gouvernement fédéral.

Le Ministre des Ressources Pétrolières, Timipre Sylva, et le Directeur Général de la NNPC, Mele Kyari, ont été expressément mandatés par le Président Buhari pour répondre à la crise et rassurer les Nigériens et la communauté internationale sur un retour à la normale imminent.

En déployant davantage de ressources pour protéger les sites pétroliers, l'armée a entrepris de prendre le problème à bras le corps. Cette initiative a commencé à donner des résultats positifs et a permis de rétablir la confiance. Dans une interview accordée à Bloomberg Television le 25 avril 2022, Mme Zainab Ahmed, Ministre des finances, du budget et de la planification nationale, a déclaré que le gouvernement fédéral allait augmenter la production de pétrole brut d'ici deux semaines.

La première et principale mesure sera la réouverture des puits de pétrole qui ont été fermés en raison de vols de pétrole. Par conséquent, cette mesure aura des répercussions directes sur la production, et le premier producteur de pétrole d'Afrique devrait être en mesure de combler cet écart dans les deux prochaines semaines afin de respecter le quota de 1,6 million de bpj requis par l'OPEP. Conjointement à l'effort de l'armée pour sécuriser les sites, cela devrait freiner drastiquement les exploitations illégales de pétrole.

Le Nigeria n'a pas bénéficié de la récente flambée des prix du pétrole brut provoquée par la guerre Russie-Ukraine, principalement en raison de problèmes internes qui ont affecté la production nationale. Le pays a perdu jusqu'à 400 000 barils de pétrole par jour, soit environ 1,5 milliard de dollars par mois.

En raison de la faible production de pétrole brut et du fait que le Nigeria importe les produits finaux, le pays a été confronté en mars 2022 à l'une des pires pénuries d'essence, ce qui a entraîné de longues files d'attente aux pompes et une flambée des prix des hydrocarbures au marché noir. Les ventes de pétrole brut étant la principale source de devises du Nigeria, le géant africain a manqué une occasion de constituer ses réserves de change.



Sous-investissement: un handicap pour le secteur énergétique du Nigeria

Le Nigeria est le premier producteur de pétrole en Afrique et possède d'importantes réserves de gaz. On peut se demander pourquoi ce pays ne reçoit pas plus d'investissements dans son secteur énergétique. En effet, le Nigeria ne s'est pas distingué parmi les pays qui ont reçu des montants importants d'investissements étrangers. Un investissement de 30 milliards de dollars dans le gaz a été réalisé en Tanzanie, et le projet de GNL du pays est situé à Lindi. 4,7 milliards de dollars ont été reçus pour le bassin de Rovuma, un projet de développement gazier au large du Mozambique. En 2022, l'Éthiopie a reçu 4 milliards de dollars pour le gazoduc Éthiopie-Djibouti, situé dans le bassin de l'Ogaden, entre l'Éthiopie et Djibouti.

Dans le cadre d'une réunion avec les ambassadeurs de l'UE au Nigeria, le Ministre d'État aux ressources pétrolières, Chief Timipre Sylva, a expliqué les difficultés économiques rencontrées par le secteur énergétique du Nigeria. Il a notamment déclaré : "L'un des plus grands défis du secteur est le manque d'investissements. Au cours des dix dernières années, des investissements d'une valeur de plus de 70 milliards de dollars ont été réalisés en Afrique, mais malheureusement, moins de quatre milliards de dollars sont allés au Nigeria. Si nous ne pouvons pas attirer des investissements au Nigeria, vous savez où nous allons. À ce jour, notre réserve de gaz est l'une des plus importantes au monde. Nous avons une réserve de gaz prouvée de 206 tcf et si nous nous concentrons véritablement sur l'exploitation du gaz, nous pouvons aller jusqu'à 600 tcf."

Le Ministre a donc fait le choix judicieux d'inviter les investisseurs étrangers à investir des fonds importants dans l'industrie énergétique. En ce moment stratégique en matière de géopolitique où l'approvisionnement en gaz des pays européens est menacé par la crise Ukraine-Russie, le discours de M. Sylva est très approprié. Toujours selon le Ministre, le Nigeria est prêt à servir de fournisseur alternatif de gaz à l'Europe.

Le directeur général du groupe Oil data Energy, Emeke Ene, quant à lui, a souligné l'importance des principaux éléments qui déclenchent et attirent les investissements dans tout secteur ou pays : les droits de propriété, l'environnement favorable et les coûts d'opportunité. Il a déclaré : "L'État de droit et les droits de propriété sont liés. Le deuxième est un environnement favorable, et nous avons eu dans le passé, des défis concernant la sécurité et tous les problèmes liés à la production de produits pétroliers. Le troisième est l'opportunité, que nous avons en abondance. Ce que vous constatez, c'est que l'absence d'État de droit et de droits de propriété est un obstacle pour les investisseurs car ils sont empêchés de pouvoir prédire s'ils récupéreront leur investissement et feront des bénéfices."

Les autorités nigérianes sont conscientes de la nécessité de créer un environnement attrayant et sécurisé dans lequel les compagnies pétrolières peuvent opérer. C'est dans ce contexte qu'a été formulée le PIA (Petroleum Industry Act). Bien que signé, le PIA n'a pas encore été mis en œuvre. L'industrie pétrolière et gazière devrait bénéficier de sa mise en œuvre dès que possible. Les investisseurs sont autant préoccupés par la rentabilité que par la sécurité. Ils sont attentifs au climat des affaires au Nigeria. Cela pourrait donc constituer une des raisons de la mise à l'écart du Nigeria parmi les investisseurs. Samuela Isopi, ambassadrice de l'Union européenne au Nigeria, a exhorté le gouvernement du Nigeria à saisir l'opportunité offerte par la crise actuelle en Europe pour sécuriser l'approvisionnement en gaz du continent.

Elle a déclaré : "Le gouvernement nigérian doit renforcer la sécurité dans la région du delta du Niger afin de garantir l'approvisionnement en gaz des États membres de l'UE. La série d'attaques contre les infrastructures gazières de Shell, d'Eno et de Total Energies, qui a conduit à la déclaration de force majeure par les entreprises, est très préoccupante pour l'Europe."

Il est tout à fait légitime que les investisseurs s'inquiètent du climat des affaires au Nigeria, mais il est essentiel d'applaudir les efforts actuels du gouvernement pour éradiquer le vol de pétrole et le vandalisme dans le delta du Niger. L'armée a été mise à contribution et s'est engagée à lutter contre les activités illégales des vandales dans toute la région du delta du Niger. Cela peut sembler difficile, mais si le gouvernement fédéral parvient à éradiquer ce problème de sécurité, il pourra garantir le flux d'investissements étrangers au Nigeria. Le pays dispose d'importantes réserves de pétrole et de gaz et pourra être plus compétitif sur la scène mondiale une fois que ces problèmes de sécurité auront été résolus.





L'équation de l'énergie africaine

Le monde occidental a décidé de tourner le dos aux énergies fossiles et de trouver d'autres sources énergétiques moins polluantes.

Plusieurs réunions se sont tenues entre « les puissants » pour peaufiner une stratégie de sortie et des échéances à très court terme pour une transition rapide.

Contre toute attente, aucun pays africain n'a été associé au processus et de surcroît, on demande aux Africains d'exécuter les mesures qui ont été imposées. Alors que les plus radicaux ont décrété la fin des énergies fossiles pour les années 2030, certains organismes dont l'OPEP se montrent plus généreux en proposant 2045 comme une date plus raisonnable.

Pour mémoire, 3% est le pourcentage qui représente la contribution de la pollution générée par le continent africain qui néanmoins a subi les conséquences considérables de la pollution massive des pays riches.

Pendant que de nombreux pays africains découvrent régulièrement d'importantes réserves en pétrole et en gaz, se pose à nouveau la question fondamentale de savoir à qui revient la décision du futur de l'Afrique!

La question divise même en Afrique. Certains pays se soumettent à la décision des puissances occidentales, d'autres plus radicaux souhaitent tout simplement l'ignorer. Et enfin, il y a ceux qui pensent que la transition énergétique est une nécessité qui doit être réalisée en incluant des spécificités de chaque pays.

Si l'Afrique veut tenir le pari du développement, elle doit impérativement s'industrialiser. Il est évident que cela passera nécessairement par des sources énergétiques abondantes et abordables. In fine, seule une cohésion entre les nations africaines permettra d'aboutir à un accès "équitable" à l'énergie.

Aujourd'hui, environ 75% de la production africaine est exportée vers l'occident et cette situation continuera d'impacter le développement du continent car la totalité de la production actuelle ne suffit pas à couvrir la demande locale.

Le Secrétaire Général de African Petroleum Producers Organisation (APPO) Faruck Ibrahim disait dans une interview: "Nous avons été conditionnés à croire que sans les marchés européens et asiatiques, vous ne pouvez pas avoir de marché. Ce que nous ne comprenons pas, c'est que l'Afrique compte aujourd'hui environ 1,3 milliard de personnes, dont 600 millions qui n'ont pas accès à l'électricité, 900 millions qui n'ont accès à aucune forme d'énergie moderne. Cela signifie que si nous pouvons faire des efforts concertés pour donner à ces personnes les moyens d'acheter de l'énergie, les 7 à 8 millions de barils que nous produisons et que nous vendons à 75 % à l'extérieur ne nous suffiront pas, nous n'aurions pas besoin d'un marché extérieur. »

Il est urgent et crucial de trouver des solutions viables pour l'Afrique et de prendre notre destin en main. Si rien n'est fait nous allons encore nous retrouver dans une situation de demandeur à la merci du reste du monde. Le Gaz qui est moins polluant doit être la clé de notre transition vers une source d'énergie plus propre et abordable afin que nous puissions changer la donne.



Les enjeux du gaz naturel en Afrique

Le gaz naturel continue de prendre une place stratégique dans les pays Africains. Il se positionne comme un substitut moins polluant au pétrole et plusieurs pays ont d'ores et déjà compris qu'il va être incontournable dans les années à venir notamment dans le cadre de la transition énergétique. Ainsi plusieurs grands projets sont réalisés et d'autres sont cours dont le projet de grande envergure du gazoduc Nigeria Maroc. L'Algérie, l'Egypte, le Nigeria et la Libye se distinguent particulièrement dans cette démarche en mettant l'innovation au cœur de leurs stratégies d'exploration et de recherche de partenaires.

On compte de plus en plus de pays qui intègrent le cercle restreint des producteurs de gaz naturel avec les récentes découvertes en Mauritanie et au Sénégal.

En matière d'exploitation de gaz naturel, deux pays se distinguent par leurs actions novatrices: le Maroc et le Nigeria.

Le Maroc dispose de deux zones de production et une troisième est en cours de réalisation. Au total, onze structures s'activent dans le domaine de l'exploration des hydrocarbures. En vingt-deux ans, le Maroc a réalisé un peu moins de soixante-dix forages et a trouvé du gaz naturel quarante fois. Tous les efforts sont déployés pour accroître les réserves et augmenter la capacité de production du pays.

Avec les nouvelles découvertes dans le secteur gazier en 2021, le Nigeria qui a décrété la décennie du gaz procède actuellement à une profonde revitalisation du secteur. Le gouvernement fédéral par la voix de son ministre des ressources pétrolières Chief Timipre Sylva a décidé récemment de réactiver le projet de Gaz Naturel Liquéfié dans la région de Brass, Bayelsa.

Bien que considéré comme une énergie fossile, le Ministre d'Etat justifie la position du Nigeria. "Nous voulons nous appuyer sur le gaz pour faire notre transition vers le renouvelable. Soyons réalistes, nous ne sommes pas ceux qui émettent le plus de carbone. Aujourd'hui, quand on parle d'émissions de carbone, ce n'est vraiment pas une préoccupation pour les Africains parce que ce que nous émettons est même en deçà des objectifs fixés pour 2030-2040. Nous demandons qu'on nous laisse assurer notre approvisionnement énergétique de base avec le gaz qui est un combustible propre dont nous disposons en abondance. Evidemment, nous développerons en parallèle les énergies renouvelables parce que nous sommes déterminés à atteindre zéro émission nette en 2060." affirme Chief Timipre Sylva dans une interview accordée à France Info en novembre 2021.

Le projet de Gaz Naturel Liquéfié dans la région de Brass, Bayelsa, d'une valeur de vingt-deux milliards de dollars, initié en 2007 sous le régime Obasanjo, suscite désormais l'intérêt de Greenville LNG. Si un accord est trouvé, il apportera une plus-value conséquente pour le pays. Ce géant sera composé de quatre usines de traitement pour obtenir du gaz naturel liquéfié et aura une capacité de 8.4 millions de tonnes métriques.

L'année dernière à Bonny Island où se trouve NLNG le géant du gaz Nigérian, le Ministre avait procédé à la pose de la première pierre de "Train 7" qui est la septième usine de transformation de gaz liquéfié sur le site. NLNG est une structure 100% Nigériane reconnue dans le monde entier qui a le respect de ses pairs.

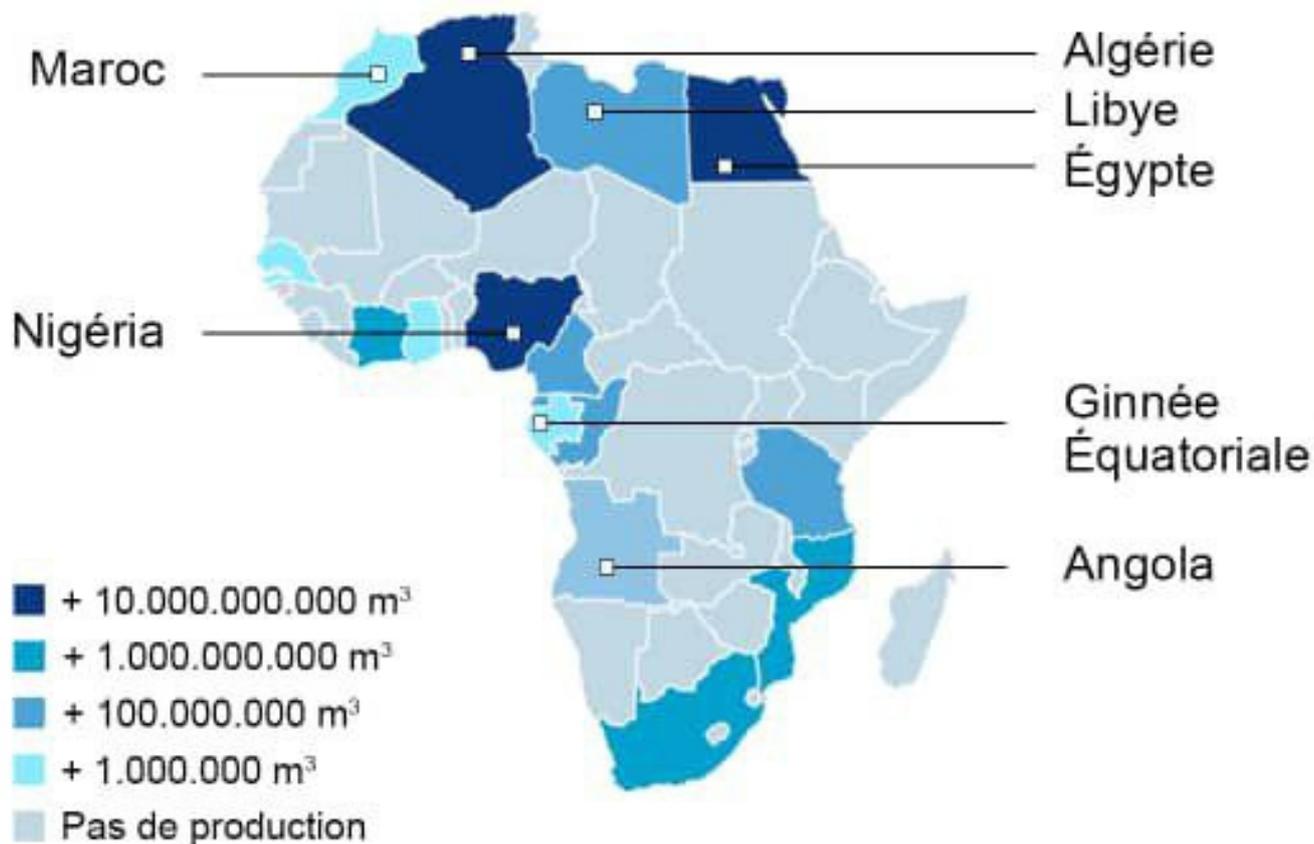
GAZ NATUREL EN AFRIQUE



Production de gaz naturel en Afrique

Principaux pays producteurs de gaz naturel

Production en millions de m³





Top 10 des pays producteurs de pétrole en Afrique en 2021

En raison de la COVID 19 et d'autres facteurs économiques cycliques, la production pétrolière africaine a chuté en 2021. Rien qu'au cours du premier semestre de 2020, la demande de pétrole a chuté de 11 %. Si les estimations de la production totale varient, elle reste généralement inférieure à 10 millions de barils par jour.

Avec 1,36 million de barils par jour, le Nigeria est le leader du marché africain, et compte plusieurs projets en cours qui contribueront à une croissance importante en 2022. Les cinq prochaines années verront la mise en œuvre d'une centaine de projets, dont 25 dans le secteur amont. La NNPC prévoit d'augmenter la production de 250 000 bpj en association avec d'autres compagnies pétrolières. Dans le cadre de la stratégie de sécurité, des décisions importantes sont prises afin de réduire considérablement les vols de pétrole.

La production de pétrole brut de la Libye avoisine 1,17 million de barils par jour, mais le pays s'efforce de revitaliser le secteur pétrolier en allouant un budget de 1,6 milliard de dollars à la National Oil Corporation (NOC), qui développera de nouveaux champs pétroliers et entretiendra les champs existants.

L'Angola, troisième producteur de pétrole d'Afrique, a entrepris toutes les démarches nécessaires pour revitaliser son secteur en se soumettant à six années de cycles d'octroi de licences, avant le COVID-19 et les réductions de production décidées par l'OPEP. La production angolaise avoisine désormais les 1,14 million de bpj.

En quatrième position, on retrouve l'Algérie qui n'a produit que 874 000 bpj, alors qu'elle possède les deuxièmes réserves les plus importantes du continent. Son niveau de production avant le covid était de 1,1 million de bpj. Aujourd'hui, le pays veut revenir dans le jeu.

La production pétrolière de l'Égypte s'élève actuellement à 560 000 barils par jour (bpj), mais elle est sur la bonne voie pour augmenter considérablement sa production grâce à un investissement d'un milliard de dollars dans une nouvelle exploration pétrolière située dans le désert occidental.

Bien qu'elle soit confrontée à de nombreuses difficultés, la République du Congo, produit encore 271 000 barils par jour et tente de mettre en œuvre plusieurs projets.

S'ensuivent, le Ghana avec une production de pétrole brut de 189 000 barils par jour, le Gabon avec 160 000 barils par jour, la Guinée équatoriale avec 153 000 barils par jour et enfin le Tchad avec 109 000 barils par jour.

Un certain nombre de pays africains ont entrepris de mettre en place de nouveaux processus et de réaliser d'importants investissements dans le secteur pétrolier, ce qui devrait se traduire par une augmentation de la production en 2022. L'augmentation de la production de pétrole et de gaz devient un "impératif stratégique", alors que l'Occident tente de combler le vide laissé par l'approvisionnement en O/G russe en Europe.

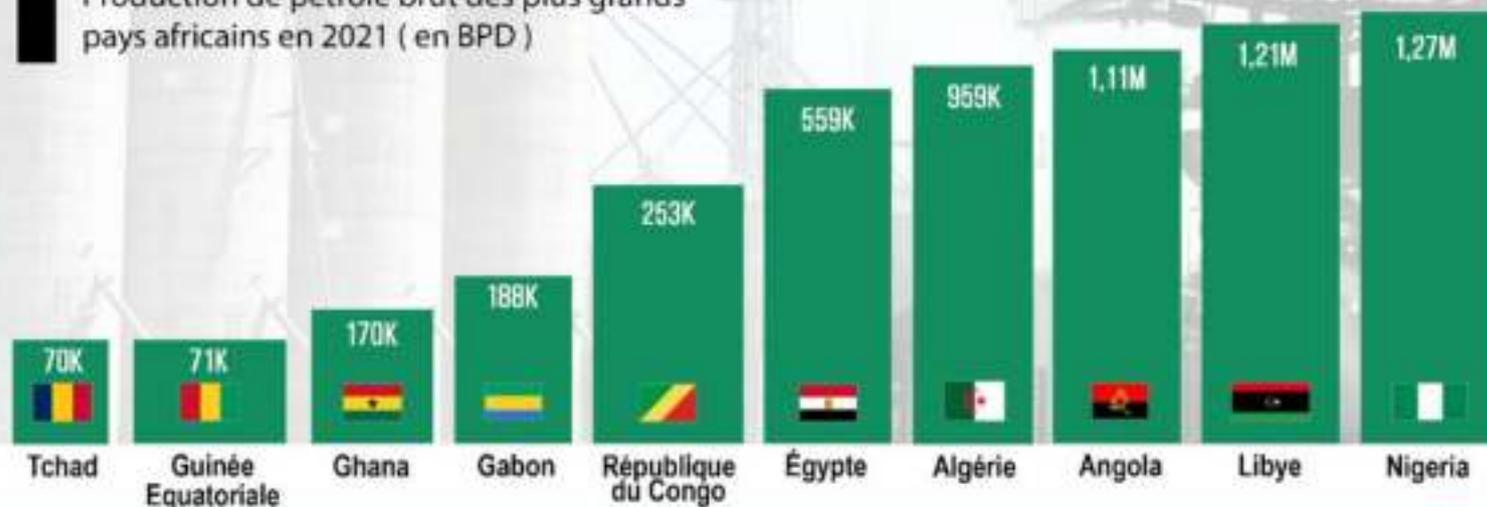


TOP 10

PAYS AFRICAINS EN TERME DE PRODUCTION DE PÉTROLE BRUT EN 2021



Production de pétrole brut des plus grands pays africains en 2021 (en BPD)





CERAWeek 2022

Du 7 au 11 mars 2022, Houston (Texas) a accueilli la CERAWeek, le sommet américain de l'énergie, considéré comme l'une des conférences les plus prestigieuses et les plus importantes dans ce domaine. Ce rassemblement annuel était un événement en soi, après deux années de conférences virtuelles en raison de la pandémie de Covid. Des leaders du monde entier dans les domaines de l'énergie, de la finance, de la politique et de la technologie ont participé au sommet dans le but de trouver des solutions à la crise énergétique. L'événement a attiré des milliers de participants. Le thème de cette année était « Rythme du changement : Énergie, climat et innovation. » Ce thème aborde les défis et les possibilités de réduire les émissions tout en répondant aux besoins de la croissance économique mondiale. Les panélistes de la conférence ont insisté sur la nécessité d'un approvisionnement énergétique plus sûr. En réponse à la flambée du prix du pétrole consécutive au conflit entre la Russie et l'Ukraine, les dirigeants du secteur pétrolier et gazier plaident pour une combinaison de production accrue de combustibles fossiles et d'énergies renouvelables. À la lumière du conflit en cours, la conférence semblait particulièrement à propos cette année. Environ 23 milliards de pieds cubes de gaz naturel sont exportés de Russie chaque jour, dont la plupart (environ 90 %) sont destinés à l'Europe ou à l'Eurasie. Près de la moitié est destinée à l'Allemagne, l'Italie, la France et le Belarus. On estime que la Russie possède plus de réserves prouvées de gaz naturel que tout autre pays. C'était donc un sujet de conversation récurrent lors de l'événement. Au cours du séminaire, les ramifications de cette guerre actuelle sur les prix mondiaux du pétrole et du gaz ont été largement discutées. Les marchés du pétrole et de l'énergie devraient connaître une plus grande volatilité dans un avenir proche, selon le directeur général d'Exxon Mobile Corp. Darren Woods, président-directeur général. Le chef de la direction de Suncor Energy Inc. Mark Little, directeur général de Suncor Energy Inc., estime que le pétrole canadien pourrait fournir aux États-Unis un tiers du pétrole qu'ils importent habituellement de Russie en raison de l'interdiction de l'administration Biden. Charif Souki, président LNG Developer Telurian Inc, a déclaré que si l'administration américaine a une politique climatique, il lui manque une politique énergétique. Il a ajouté : « Ce qu'ils peuvent faire, c'est accélérer un peu les choses et s'en attribuer le mérite, ou se faire reprocher de ne pas le faire assez vite et regarder les autres faire ». Il faisait spécifiquement référence à l'expansion future des exportations américaines.

La Secrétaire d'Etat américaine de l'énergie Jennifer Granholm s'est adressée aux participants de la conférence le 9 mars 2022. Elle a fait part des efforts déployés par son gouvernement pour encourager la production supplémentaire par des partenaires du monde entier. Mme Granholm a souligné l'intérêt de l'administration américaine pour les partenariats avec l'industrie énergétique. Cette déclaration contredit l'affirmation selon laquelle la Maison Blanche cherche à accélérer la transition vers une économie à faible émission de carbone. Le 8 mars 2022, le Ministre d'État du pétrole du Nigeria, Chief Timipre Sylva, s'est adressé à l'auditoire. Son discours a porté sur les défis auxquels sont confrontées les nations africaines pour s'engager dans la transition énergétique mondiale. Selon lui, les investisseurs qui soutiennent les énergies renouvelables ont réduit le financement des projets pétroliers, réduisant ainsi la production de pétrole, de gaz et de charbon plus rapidement que les sources d'énergie renouvelables ne peuvent les remplacer, ce qui fait grimper les prix. Il a déclaré que « le Nigeria est maintenant confronté à un double préjudice : les prix élevés du gaz pour la cuisson qu'il importe et le manque d'investissement dans son industrie pétrolière, car les banques et les fonds ont fait pression pour restreindre les investissements dans le pétrole au niveau mondial afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de lutter contre le changement climatique. » En raison d'un manque de financement pour entretenir ses installations pétrolières, le Nigeria a dû réduire sa production de pétrole de 1,8 million de barils par jour (bpj) à moins de 1,5 million de bpj par le passé. La perte de production aurait pu contribuer à l'approvisionnement mondial, car le monde cherche désormais des alternatives au pétrole russe.

Pendant la conférence, la délégation nigériane s'est concentrée sur le programme de transition énergétique et a rencontré certains responsables américains. Les Américains et leurs homologues nigériens sont parvenus à une convergence de vues sur la monétisation responsable des ressources gazières du Nigeria. Les représentants américains ont exprimé leur intérêt pour un partenariat bilatéral avec le Nigeria, visant à convertir en ammoniac les énormes ressources gazières actuellement brûlées. L'ammoniac présente un potentiel de revenus important pour le Nigeria, en particulier maintenant que l'Union européenne a annoncé ses plans longtemps attendus (programme net-zéro) pour que les importateurs et les producteurs non européens paient les émissions de carbone associées aux biens et aux matériaux qu'ils vendent dans l'UE. Cela aurait un impact négatif sur les navires utilisant des combustibles fossiles pour entrer sur le territoire de l'UE. Le fioul domestique et d'autres combustibles fossiles pourraient être remplacés par l'ammoniac comme source de combustible de substitution.

La Secrétaire d'Etat américaine à l'énergie, Jennifer Granholm, a demandé une collaboration avec le gouvernement nigérian pour le développement des ressources gazières du pays, admettant qu'avec le développement du gaz naturel, le Nigeria pourra atteindre son objectif d'émissions nettes nulles plus rapidement et mieux que le reste du monde. En outre, le DOE (Department of Energy) des États-Unis a également promis d'aider le Nigeria, en collaboration avec des partenaires de développement, à développer ses ressources gazières. L'équipe de l'Upstream Petroleum Regulatory Commission (NUPRC) du Nigeria a rencontré Brendan Kelly du ministère américain du commerce et Puneet Sharma de Cyan NH3 pour discuter du potentiel de réduction du méthane au Nigeria, notamment dans le cadre de l'utilisation de l'ammoniac pour les engrais ou l'exportation, en collaboration avec le gouvernement américain. Si les discussions en cours avec le gouvernement américain et les partenaires de développement proposés aboutissent, la dégradation de l'environnement sera non seulement éradiquée, mais la santé de la population sera également préservée. En plus de générer des devises étrangères, cette coopération bilatérale a la capacité de revitaliser l'économie du pays.



L'or noir, atout ou malédiction?

Le pétrole est une industrie des plus complexe, et atteindre la rentabilité a toujours nécessité une approche spécifique. L'une des particularités du secteur est justement la maîtrise de l'ensemble des processus. Pour ce faire, on distingue trois grandes étapes : la première est la phase d'exploration, qui consiste à localiser les réserves et à déterminer si elles valent la peine d'être exploitées. La deuxième est appelée phase amont, une fois les réserves exploitées, et enfin la phase aval, qui couvre tous les aspects après l'extraction du produit.

La première phase est particulièrement hasardeuse et nécessite des ressources financières importantes sans garantie que de nouvelles découvertes seront faites. Ce processus se solde souvent par des centaines de millions de dollars gaspillés. Certaines entreprises se spécialisent dans cette phase, et une fois qu'elles ont la certitude que du pétrole a été découvert, elles vendent la découverte à une autre entreprise. Parfois, elles se retrouvent tout simplement à court d'argent et concluent un accord avec une autre compagnie qui dispose de plus de ressources qu'elles pour prendre le relais.

Une fois que la ressource pétrolière est découverte, son exploitation est du ressort d'autres entreprises qui prennent le relais. À ce niveau, les investissements sont d'autant plus importants qu'il faut construire les infrastructures et mener les études indispensables. Que les produits soient exploités sur terre ou en mer, les moyens d'exploitation sont là aussi conséquents.

Enfin, le processus en aval commence par le déplacement et la transformation du précieux liquide en sa forme finale. Cette étape est très complexe et des décisions stratégiques doivent être prises.

Le gouvernement, les multinationales, les institutions financières, les membres de la société civile, la presse et les citoyens du pays concerné sont tous impliqués dans le processus pour s'assurer que les bonnes décisions sont prises.

Les conflits entre les parties sont souvent inévitables en raison des intérêts divergents et de l'importance des sommes en jeu. Il incombe in fine au gouvernement de trouver le juste milieu et de faire les bons compromis pour toutes les parties.

Les pays développés producteurs de pétrole ont toujours traversé ce processus sans rencontrer de problèmes majeurs, contrairement à d'autres régions du monde, et notamment en Afrique, où cet atout majeur de développement s'est souvent transformée en malédiction et s'est soldée par des affaires de corruption de haut niveau, des problèmes de sécurité entraînant dans certains cas des guerres civiles.

Il est plus que temps pour les pays africains producteurs de pétrole de prendre conscience de l'opportunité que la nature leur a donnée d'être à l'avant-garde et de jouer un rôle essentiel en ayant un impact positif sur leur population grâce à un esprit d'équité et de justice. Cette nouvelle richesse ne devrait certainement pas être associée à une malédiction, mais plutôt être vue comme une bénédiction.

Alors que de nouvelles nations entrent dans le groupe restreint des producteurs de pétrole africains, il est primordial de se nourrir des expériences des anciens producteurs afin de ne pas répéter les erreurs du passé.



Raffineries : Le cœur de l'industrie pétrolière

Dans l'industrie pétrolière partout dans le monde, les raffineries jouent un rôle crucial. De nombreuses nations ont pris le parti d'investir massivement pour transformer la précieuse denrée.

Ainsi, l'Inde, qui détient 4 728 790 000 barils de réserves prouvées de pétrole en 2016, se classe au 24^e rang mondial avec 0,3 % des réserves mondiales de pétrole et compte 23 raffineries publiques. D'autres pays, comme le Sénégal, qui récemment a découvert du pétrole, possède une raffinerie (SAR) vieille de plusieurs décennies.

La multiplication des raffineries en Afrique change la donne. Certains pays ont pris conscience du fort impact économique que de tels investissements peuvent avoir. Il permettra de créer des milliers d'emplois, de générer des revenus supplémentaires pour l'État par le biais des taxes, d'augmenter la valeur du produit par la magie de la transformation, pour ne citer que quelques exemples.

Paradoxalement, aucun pays d'Afrique ne possède l'une des dix premières raffineries du monde. Les principales raffineries africaines sont Sonatrach (356 500 bpj) et NOC (220 000), ainsi que NNPC (raffineries de Wari, Kaduna, Port Harcourt) avec une capacité de 1 938 543 bpj. Il existe également de nouvelles raffineries en cours de construction par des sociétés privées, comme la raffinerie Dangote, qui a une capacité de 650 000 barils par jour.

À la lumière de tout cela, on ne peut que s'étonner que les différents gouvernements du continent n'aient pas abordé cette question plus tôt afin de mieux positionner le continent africain sur la base de réserves pétrolières prouvées de 125,3 milliards de barils en novembre 2021.



CONTACTEZ-NOUS

- **Notre site web** : www.nigeria-one.com/fr/
- **Par e-mail** : contact@nigeria-one.com
- **Adresse** : Cité Keur Gorgui Lot 71 suite # 2G Dakar, Sénégal
- **Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux :**

